

NOTE

A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

OBJET : Questions d'actualité - 13 septembre – crise des réfugiés

⇒ Des confirmations :

- seuls **39% des Français jugent que nous « avons les moyens matériels et financiers d'accueillir »** les 24000 réfugiés. **C'est bien cette question qui détermine le jugement global sur l'accueil.**

Lorsqu'on met directement en concurrence le soutien aux réfugiés et celui aux personnes fragiles déjà présentes sur le territoire (beaucoup se posent la question ainsi dans les réactions), **on constate à quel point l'opinion est tiraillée** : 49% jugent que « *la France ne doit pas accueillir ces réfugiés car il faut avant tout aider ceux qui ont du mal à se loger et vivre décemment en France* » ; 49% pensent que « *c'est un devoir pour la France d'accueillir les réfugiés des pays en guerre* ».

- **61% des Français sont favorables à la mise en place d'un mécanisme obligatoire de répartition des réfugiés dans les pays européens** (dont 79% à gauche et 60% à LR). Cette adhésion est, clairement, portée par la conscience de l'opinion que certains pays européens « ne jouent pas le jeu » de la solidarité : le caractère obligatoire semble, à ce stade, être vu moins comme une contrainte qu'une **assurance de ne pas assumer seuls cette responsabilité** ; ce qui peut aussi être sa principale faiblesse, si les négociations paraissent caler ou le partage de l'effort remis en cause.

⇒ Deux éléments à noter :

- **les sentiments sont encore davantage de l'ordre de l'inquiétude que du point de saturation.** Les demandes d'accueillir moins de réfugiés restent contenues : 39% jugent la participation de la France à l'accueil de ces réfugiés « *trop importante* », contre 37% « *comme il faut* » et 22% « *pas assez importante* ».

Mais il n'y a pas, à l'inverse, beaucoup de demandes d'en « faire plus » même à gauche : une majorité des électeurs de 1^{er} tour de 2012 (54%) jugent la participation de la France « *comme il faut* » ; le reste se partage en parts égales entre « *pas assez importante* » (23%) et « *trop importante* » (20%). L'opinion de gauche attend d'abord, elle aussi, des assurances sur nos capacités à accueillir ceux qui doivent l'être.

Les images de ce week-end d'une Allemagne qui « ne parvient plus à faire face » pourraient accroître les inquiétudes, autant sur la maîtrise de cette crise par les gouvernements que sur nos capacités d'accueil (si même l'Allemagne cale si vite).

- **le clivage politique principal passe toujours au centre-droit**, plus qu'entre la droite et la gauche : à gauche 68% sont pour l'accueil, les sympathisants LR sont partagés à 50/50, ceux du FN estiment à 91% qu'il faut s'occuper en priorité des personnes déjà présentes sur le territoire.

Mais apparaît nettement **un second clivage, sociologique, aussi profond et signifiant que le clivage gauche/droite** : entre CSP+ et habitants des agglomérations d'une part, catégories populaires et communes rurales d'autres part. On note, sur chacune de ces questions, entre 20 et 30 points d'écarts.

C'est, nettement, **le clivage de 2005 qui se redessine**. Avec le risque pour l'appareil de gauche s'il ne semble s'adresser qu'à la France peu inquiète, d'aggraver la fracture avec ce qu'il reste de gauche dans les catégories populaires et les zones rurales à reconquérir.

➤ Les lignes sont, pour le moment, relativement stabilisées. Les réactions d'hostilité à l'accueil des réfugiés ne semblent pas trop déborder. Mais l'opinion continue à voir l'afflux de réfugiés comme une crise temporaire. **Notre capacité à maîtriser et gérer cette crise, dans la durée**, conformément aux principes de l'asile - qui restent majoritaire -, sans provoquer de crispations ou de rejet, et en rassurant les craintes des Français, pourrait rester comme un marqueur de gauche du quinquennat (davantage que les discours sur nos obligations morales).

➤ **A court-terme**, deux risques :

- **le sentiment de virevolte** des négociations européennes qui renverrait une impression de non-maîtrise. A ce titre, il pourrait être utile de **souligner les cohérences** (au moins de nos propres positions) pour stabiliser les perceptions ; rappeler que le plan européen est un **plan d'ensemble** (contrôle des frontières extérieures, actions dans les camps de réfugiés, etc.) contre l'impression d'être accaparé par l'urgence sans traiter les causes ; et de **réinscrire les décisions** de cette semaine **dans un nouveau séquençier** pour ne pas donner le sentiment d'être sans plan.
- **la question des frontières nationales, qui pourrait très rapidement prendre de l'ampleur**, alors qu'une large majorité des Français, jusqu'à la gauche, se dit favorable au rétablissement provisoire de frontières nationales.

Adrien ABECASSIS